

AI Index: PRE 01/124/2008
23 April 2008

Somalie/Éthiopie. Les enfants capturés au cours du raid sur la mosquée Al Hidaya doivent être libérés

Amnesty International a appelé ce mercredi 23 avril les soldats éthiopiens à libérer 41 enfants retenus prisonniers après un raid sur la mosquée Al Hidaya à Mogadiscio, le 19 avril 2008, qui a fait 21 morts.

« La sécurité et le bien-être de ces enfants, dont certains sont âgés d'à peine neuf ans, doivent être la préoccupation première de toutes les parties », a déclaré Amnesty International.

Des témoins ont déclaré à Amnesty International que les forces éthiopiennes ne laisseraient partir les enfants de la base militaire où ils sont retenus dans le nord de Mogadiscio *« qu'après enquête »* et s'il s'avère *« qu'ils ne sont pas des terroristes »*. Selon des informations reçues par Amnesty International, quelques enfants auraient été libérés le 22 avril mais la majorité d'entre eux serait toujours détenue par les forces éthiopiennes.

Amnesty International condamne fermement les assassinats ciblés de civils au cours du raid. Onze des 21 personnes tuées l'ont été dans la mosquée. Parmi elles se trouvaient l'imam Sheik Saiid Yahya, Sheik Abdullah Mohamud et plusieurs oulémas du mouvement modéré Tabligh. Des témoins oculaires déclarent que ceux qui ont été tués à l'intérieur de la mosquée étaient des civils non armés ne prenant aucune part active aux hostilités. Sept des 21 victimes auraient péri après avoir eu la gorge tranchée – une forme d'exécution extrajudiciaire pratiquée par les forces éthiopiennes en Somalie. Un porte-parole du gouvernement éthiopien a démenti l'implication de troupes éthiopiennes dans ces homicides.

« Le Conseil de Sécurité des Nations unies doit prendre des mesures pour mettre fin à l'impunité régnant en Somalie en établissant une commission internationale d'enquête, ou un mécanisme similaire, pour enquêter sur les violations des droits humains perpétrées au cours du conflit armé », a déclaré Amnesty International.

Pour leur part, le gouvernement éthiopien et le gouvernement fédéral de transition (TFG) de Somalie doivent veiller à ce qu'une enquête indépendante soit menée sur ces homicides ; les soldats éthiopiens reconnus responsables devront être poursuivis et jugés lors de procès répondant aux normes internationales d'équité des procès et excluant le recours à la peine capitale.

Complément d'information

L'attaque contre la mosquée Al Hidaya s'est produite au cours de deux journées de combat entre soldats éthiopiens et du TFG contre des groupes armés qui s'opposent à eux ; selon l'organisation de défense des droits humains Elman, les affrontements auraient fait 81 morts et plus d'une centaine de blessés. On ne sait pas combien de civils figurent parmi les victimes. Cette attaque fait suite aux attaques de plus en plus nombreuses menées par des groupes armés opposés au TFG dans des localités du centre et du sud de la Somalie ; une attaque a notamment été perpétrée le 13 avril à Beledweyne par la milice Al Chabaab, au cours de laquelle des miliciens auraient tués quatre enseignants, selon les habitants. Un dirigeant d'Al

Chabaab a déclaré que les enseignants avaient été tués par des tirs croisés lors d'un échange de coups de feu.